

Compte rendu de la discussion du 11 décembre a partir de l'introduction de Marie Hélène Bacqué « des couches populaires aux gilets jaunes».

Dix ans après la crise de 2008 la question de la place des couches populaires dans la ville a pris une forme d'actualité aigue avec le mouvement inédit, imprévu, insaisissable, et apparemment spontané des « gilets jaunes».

L'hétérogénéité réelle des « couches populaires » (ouvriers, employés, artisans..), dont on pensait qu'elles n'étaient plus le moteur de l'histoire et dont on déplorait fréquemment le déficit de participation et le retrait de la vie politique où citoyenne, relance l'interrogation sur leur définition.

Cette actualité montre tout le flou de ce vocabulaire qui ne recouvre plus l'appartenance à la « classe ouvrière» emblématique, mais à un groupe social à la limite incertaine entre couches populaires et couches moyennes inférieures définies principalement par le revenu : « les petits moyens » actifs

Ces situations individuelles diversifiées peuvent être liées

- au patrimoine, au niveau de revenus, à la dépendance vis a vis des aides et prestations sociales avec des effets de seuils statistiques qui séparent
- au rapport à l'activité professionnelle avec un statut, une forme de précarité, où le chômage et un éloignement des métiers associés à la modernité sur un marché de l'emploi élargi a mesure de l'extension des réseaux de transport
- à l'ancrage territorial qui définit une identité plus où moins forte ouverte où fermée sur une ville, un quartier, où une cité où l'on est assigné à résidence, où que l'on habite avant de poursuivre un parcours résidentiel ascendant
- aux modes d'habiter en banlieue dans le parc social ou privé, dans les petites villes en crise, où dans un tissu pavillonnaire périurbain, ces situations étant plus où moins subies où choisies en fonction des défaillances des politiques locales du logement et de la pression foncière
- à l'héritage et aux pratiques culturelles plus où moins clairement détachées des modèles dominants où à l'héritage ambitieux de la banlieue rouge
- a l'origine ethnique où religieuse de groupes d'immigrés de plus variés et de plus où moins longue date et confrontés à la racialisation des discours
- a la centralité de l'Etat pour définir, classer, administrer, aider des populations aux trajectoires variées a maintenir leur niveau de vie, sans enrayer le sentiment de décrochage et le ressentiment de la classe moyenne qui s'estime piégée et ne bénéficier de rien

Déclenchés par les taxes sur l'essence et des impôts jugés écrasants, commencés comme un débat territorial opposant la dualité binaire centres favorisés/périphéries paupérisées, villes desservies/ronds points routiers, les mouvements ont basculé et révélé la profondeur de la défiance collective . Alors que les gilets se radicalisaient, ils ouvraient un débat sur la crise du pouvoir d'achat, la répartition équitable des richesses, la juste réponse à la crise climatique, le sens de la vie en commun dominée par les logiques marchandes, et tout un ensemble d'autres revendications matérielles et morales aux ressorts trop complexes pour être bien compris et analysés a chaud.

Ce qui a été perçu comme le retour de la lutte des classes et une rupture dans le contrat moral entre l'Etat et les citoyens contribuables correspond à la confluence de nombreux facteurs qui ne s'étaient pas rencontrés jusqu'à présent autour d'un thème fédérateur : le besoin de « dignité » adossé à la peur du déclassement et le

besoin de reconnaissance semblent être les points communs d'une population qui se sent mise à l'écart et méprisée par la « démocratie » représentative telle qu'elle est pratiquée, voire confisquée.

Les caractéristiques originales de cette révolte des travailleurs indépendants et des salariés du secteur privé peuvent expliquer pourquoi les « banlieues » marquées par le regard anxigène portées sur elles sont restées à l'écart. Les gilets font aussi la différence avec les batailles syndicales et les conflits sociaux classiques par

- les effets induits de l'étalement urbain voulu ou subi avec les conséquences en chaîne de la dépendance à l'égard de la voiture sur le pouvoir d'achat, les modes de consommation, l'usage des grands équipements collectifs, le rapport à la centralité urbaine, et accessoirement sur la crise climatique bref une interrogation sur la justice spatiale sachant que les points de blocage sont plus nombreux dans les départements les plus urbanisés et les grandes aires urbaines que dans la France rurale
- le déclenchement fortuit des actions contre la chasse aux automobilistes puisqu'en 2013 la moitié des personnes ayant un emploi habitaient à plus de 15 kms de leur lieu de travail: taxes essence, radars, 80 km/h, prix stationnement, dont la voiture est le seul mode de déplacement possible. Cette situation durable interroge la réversibilité du long processus d'étalement urbain avec sa dimension de contrainte et sa dimension de choix de société, sachant que face à l'extension des aires urbaines le modèle des transports publics atteint ses limites et appelle des solutions novatrices
- la représentation et la prise de parole d'une catégorie sociale jusqu'ici invisible : les travailleurs pauvres qui ne sont pas les populations des minorités visibles des « banlieues » populaires souvent représentées dans les médias à l'occasion des crises et conflits opposant la police et les jeunes et plus récemment autour du terrorisme
- la découverte du plaisir d'une sociabilité partagée et d'un même mode de vie spécifique pourtant réputé renforcer l'isolement et l'enfermement sur la sphère domestique, à la différence des vertus de la banlieue urbaine ordinaire
- le rôle décisif du numérique comme moyen d'information, de mobilisation, de discussion, de distribution de la parole, de reconstruction d'un voisinage et simultanément l'ignorance et le rejet du système médiatique dominant dévalorisé et suspecté
- l'affirmation du sentiment national à l'exclusion des symboles des luttes sociales ordinaires (drapeaux, Marseillaise)

Il s'y ajoute pour accentuer la conflictualité

- l'extrême personnalisation d'un conflit social dans un registre reprenant les symboles forts de l'histoire sur le modèle 1789 : cristallisation de la haine du monarque, mise en cause du mépris de classe, volonté de la prise du château, rédaction de cahiers de doléances, jacquerie, états généraux de la fiscalité l'opposition entre « Paris » et le pays réel, à ceux d'en haut dans le rapport direct entre le peuple et le chef de l'Etat solitaire
- l'impuissance avérée d'un pouvoir politique vertical, technocratique, et rationnel qui n'avait recueillis que 24% des suffrages exprimés au 1^o tour, sans racines sociales solides, sans relais d'élus dans les territoires, prisonnier d'une vision décalée de la société où domine l'entre soi des catégories supérieures

- l'exigence de la baisse des taxes et la dénonciation de l'injustice fiscale tout entière résumée dans la suppression de l'ISF et la diminution des retraites tandis que quelques catégories de très riches sont épargnées, ce qui ne signifie pas le refus de tout impôt mais sa juste répartition
- l'appel à l'Etat pour accorder des avantages sociaux où salariaux (SMIC), remise en cause de la hiérarchie des salaires, revendication forte autour du reste à vivre, d'où le report des souhaits sur le budget de l'Etat accusé de trop taxer, là où les luttes antérieures se situaient dans les entreprises
- la question du niveau légitime et efficace des impôts et de la dépense publique, la transparence de leur utilisation, l'appréciation coûts/bénéfices, la réinvention de services publics proches, l'interrogation sur le consentement à l'impôt alors que l'Etat est comptable de l'usage des fonds publics et que l'on ne sait pas « ce qu'il en fait » d'où l'équilibre délicat entre niveau des dépenses publiques et niveau des impôts
- la dévalorisation de la démocratie représentative, rejet de l'assemblée dont les couches populaires sont absentes et de toutes les institutions verticales, demande de la proportionnelle, du référendum...autant de moyens d'échapper à la confiscation de la représentation par les catégories aisées dominantes « d'en haut »
- l'ignorance complète du milieu politico administratif accusé de capter le pouvoir à son seul profit, et la proclamation avouée du rejet total de la politique en rupture avec l'époque où les partis et syndicats ouvriers étaient les relais et porte paroles reconnus
- la légitimation par certains de la violence pour affronter la violence sociale et casser le mur du silence et la barrière d'entrée dans les médias

S'agissant de « la ville en commun » il est impératif de dépasser le système de représentation territorial classique pour comprendre la combinaison complexe du double mouvement de concentration des hommes, des activités, des richesses dans les métropoles, et une forme de dévitalisation de certains espaces plus isolés où périphériques frappés par un sentiment d'abandon tandis que d'autres attirent de nouvelles populations et des activités et sont souvent plus riches que les centres urbains.

Tous ces éléments expliquent une certaine réserve et désarroi dans l'appréciation de ces événements parce qu'ils interrogent la crise que traverse le modèle social Français et notre lecture du monde qui vient.

Ils impliquent la remise en cause des grilles d'analyse traditionnelles et le renouvellement de l'appareil critique progressiste.

- Comment comprendre la dissociation entre gilets jaunes et couches populaires traditionnelles de banlieue : immigrés, étrangers, diversité, ouvriers/employés dans le registre périphérie/banlieue ? comment relier appartenance sociale et territoriale ?
- Comment préserver le consentement à l'impôt qui s'érode quand les ultras riches réussissent à s'en exonérer partiellement pendant que d'autres ressentent l'injustice fiscale, quand beaucoup sont convaincus qu'ils reçoivent moins qu'ils ne donnent où que d'autres reçoivent plus qu'ils ne le méritent ?
- Comment dépasser l'opacité et améliorer l'efficacité de la dépense publique dans un pays qui au nom de la solidarité y consacre 54% de sa richesse nationale (protection sociale comprise) ? sur quelles bases reconstruire le

pacte implicite entre les contribuables en attente de services publics et l'Etat protecteur qui utilise mal l'impôt ?

- Comment échapper à la représentation simpliste d'une France coupée en deux quand les gilets sont issus de territoires très variés, ont un profil socio économique dépendant de la mobilité automobile, et sont surtout localisés au sein des aires urbaines ? comment garantir l'accès aux services publics dans les territoires éloignés où trop peu peuplés de la diagonale du vide ? comment construire des relations de réciprocité entre territoires complémentaires ?
- Comment apprécier les formes nouvelles de l'expression politique et de la mobilisation sociale quand les formes de représentation classiques sont désavouées ?

Simon Ronai
16 décembre 2018